

Brochure n° 3617

Convention collective nationale

ENTREPRISES DU PAYSAGE

(Salariés non cadres)

(2^e édition. – Juin 2005)

AVENANT N° 15 DU 7 JUILLET 2005
RELATIF À L'INDEMNISATION POUR PETITS DÉPLACEMENTS
NOR : AGRS0597118M

Entre :

L'union nationale des entrepreneurs du paysage (UNEP) ;

Le syndicat national des paysagistes d'intérieur (SNPI) ;

Le syndicat national des entreprises d'engazonnement par projection (SNEEP) ;

L'association des applicateurs professionnels phytopharmaceutiques (AAPP),

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire CFDT ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture (FSCOPA) CFTC ;

La confédération française de l'encadrement (CFE) CGC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes (FGTA) FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 27 de la convention collective sont modifiées ainsi qu'il suit :

Article 27

Indemnisation pour petits déplacements

Le personnel de chantier exécute un travail non sédentaire qui ne se rattache pas à un lieu de travail unique et définitif.

Le temps de déplacement professionnel pour se rendre sur le lieu d'exécution du contrat de travail, soit le chantier, n'est pas un temps de travail effectif.

Le salarié qui se rend par ses propres moyens sur le chantier assigné par son employeur perçoit une indemnité de panier d'un montant égal à la valeur de 2,5 MG.

Le salarié qui se rend sur les chantiers par les moyens de transport mis à sa disposition par l'entreprise au siège ou dans l'un de ses dépôts est globalement indemnisé de ses frais de panier et de déplacement par le biais d'une indemnité pour petit déplacement fixée comme suit :

- dans un rayon de 0 à 5 kilomètres du siège ou du dépôt jusqu'au chantier : 2,5 MG ;
- dans un rayon de plus de 5 kilomètres jusqu'à 20 kilomètres : 3,5 MG ;
- dans un rayon de plus de 20 kilomètres jusqu'à 50 kilomètres : 4,0 MG ;
- dans un rayon de plus de 50 kilomètres jusqu'à 75 kilomètres : 4,5 MG ;
- dans un rayon de plus de 75 kilomètres jusqu'à 100 kilomètres : 5,5 MG.

Le MG applicable est celui en vigueur au dernier 1^{er} juillet.

En région parisienne, le salarié bénéficie de la prise en charge partielle des titres de transport, prévue par la loi n° 82-684 du 4 août 1982 modifiée relative à la participation des employeurs au paiement des transports publics urbains.

En province, le salarié est en outre indemnisé de la totalité des frais de transport en commun dus dans la zone de compétence de l'autorité organisatrice de ces transports, où est situé le siège de l'entreprise, ou l'un de ses dépôts dans lesquels il se rend, sous réserve de la production d'un justificatif.

Le salarié qui conduit le véhicule mis à disposition pour se rendre sur le chantier perçoit une prime de responsabilité au moins égale à 2 MG par jour travaillé. Cette prime de responsabilité ne se cumule avec aucun autre avantage de même nature et au moins de même montant accordé par l'employeur.

Le montant de cette prime sera négocié dans les régions en même temps que les salaires.

Lorsque le temps de déplacement professionnel coïncide avec l'horaire de travail pratiqué dans l'entreprise, le salarié perçoit uniquement une indemnité de panier d'un montant égal à la valeur de 2,5 MG.

Les accords d'entreprise, d'établissement ou de groupe ne peuvent déroger aux dispositions du présent article que dans un sens plus favorable aux salariés.

Article 2

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Cachan, le 7 juillet 2005.

(Suivent les signatures.)